

# Gambie/En réaction à sa volte-face au sujet de la présidentielle L'opposition appelle Jammeh à céder le pouvoir immédiatement

AFP  
Banjul/Gambie

*Pour le président élu Adama Barrow et le camp qui le soutient, il n'y a pas de temps à perdre.*

LE président gambien élu Adama Barrow a appelé hier Yahya Jammeh à céder immédiatement le pouvoir, sans attendre le recours en justice qu'il veut présenter contre sa défaite au scrutin présidentiel du 1er décembre. "Je pense qu'il devrait démissionner maintenant", a déclaré M. Barrow à l'AFP. "Il a perdu l'élection, nous ne voulons pas perdre de temps", a-t-il ajouté. Sous intenses pressions internationales pour céder le pouvoir, M. Jammeh va contester devant la Cour suprême les résultats de l'élection présidentielle accordant la victoire à

Adama Barrow, a annoncé son parti samedi soir. Un porte-parole de la coalition de l'opposition, Mai Fatty, a affirmé hier à la presse que tout recours présenté par M. Jammeh ou son parti serait "destiné à ignorer les aspirations du peuple gambien et à saper le processus de transition". "Nous ne reconnaissons pas au président sortant le pouvoir constitutionnel, dans les derniers jours de sa présidence, de nommer des juges à la Cour suprême à la seule fin de recevoir son recours", a ajouté M. Fatty. La saisine de la Cour doit intervenir dans les dix jours suivant la proclamation des résultats, mais lundi étant férié, ce recours ne devrait être déposé que ce mardi, selon des juristes. Par ailleurs, la Cour suprême n'étant pas au complet, plusieurs juges devront être nommés avant qu'elle ne puisse sta-



Photo : AFP  
Pour le président gambien élu Adama Barrow, Yahya Jammeh devrait "démissionner immédiatement."

tuer, ce qui risque de créer de nouveaux délais. Dans un brusque revirement, le président sortant, qui le 2 décembre avait reconnu sa défaite, est revenu sur cette décision dans une déclaration télévisée vendredi soir, réclamant un nouveau vote. "Tout comme j'ai loyalement accepté les résultats, en croyant que la Commis-

sion électorale était indépendante, honnête et fiable, je les rejette dans leur totalité", a-t-il affirmé, dénonçant des "erreurs inacceptables" de la part des autorités électorales. Il a pointé une erreur de comptabilisation reconnue par la Commission électorale, ramenant l'écart entre M. Barrow et lui à quelque 19 000 voix seulement, et

fait état d'"enquêtes" sur l'abstention révélant selon lui que de nombreux électeurs n'ont pas pu voter ou en ont été dissuadés par des informations erronées. La communauté internationale a condamné ce revirement, le Conseil de sécurité exhortant samedi M. Jammeh à "respecter le choix du peuple souverain de la Gambie et transférer, sans conditions ni retard injustifié, le pouvoir au président élu, Adama Barrow".

• **La Cédéao ce mardi à Banjul.** Des chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest conduits par la présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf se rendent ce mardi en Gambie pour demander à Yahya Jammeh de "quitter le pouvoir", a indiqué hier une source au ministère sénégalais des Affaires étrangères.

## L'Afrique en bref

• **Algérie/Droits de l'homme.** Hommage au journaliste Mohamed Tamalt



Des centaines de personnes ont assisté hier à Alger à l'enterrement d'un journaliste algérien mort alors qu'il purgeait une peine de prison pour "offense au président de la République", a constaté un photographe de l'AFP. La mort en détention du journaliste Mohamed Tamalt, 42 ans, une première en Algérie, a suscité de nombreuses protestations des organisations de défense des droits de l'Homme.

• **Burkina Faso/Politique.** La fête de l'indépendance célébrée à Kaya

Quelque 3 000 civils et militaires ont défilé dimanche à Kaya (100 km au nord-est de Ouagadougou) pour célébrer le 56e anniversaire de l'indépendance du Burkina Faso, a constaté un journaliste de l'AFP. "C'est la première année du renouveau démocratique de notre pays. Nous devons être fiers d'avoir procédé à cette célébration", s'est félicité le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré.

• **Kenya/Accident.** 40 morts dans l'explosion d'un camion-citerne



L'accident d'un camion-citerne qui a percuté d'autres véhicules puis explosé samedi soir au Kenya a fait au moins 40 morts, ont annoncé hier les autorités, revoyant à la hausse un précédent bilan, alors que certains appelaient le gouvernement à améliorer la sécurité sur les routes du pays.

• **Soudan/Opposition.** La mise en garde de Béchir

Le président soudanais Omar al-Béchir a prévenu hier que toute tentative visant à renverser son régime serait sévèrement réprimée, alors que de nouveaux appels étaient lancés pour protester contre la politique du gouvernement. Des militants ont appelé à une nouvelle grève de deux jours, les 19 et 20 décembre, dans tout le pays, pour protester contre la décision du gouvernement d'augmenter les prix notamment des médicaments.

## RDCongo/Diplomatie

# Sanctions de l'UE contre 7 hauts responsables du régime Kabila

AFP  
Bruxelles/Belgique

*Ces mesures tiennent au gel des avoirs et à l'interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union. Elles prennent effet immédiatement.*

L'UNION européenne a décidé hier d'infliger des sanctions individuelles à sept hauts responsables de l'appareil sécuritaire de la République démocratique du Congo accusés de violences, et menacé d'étendre encore cette liste "en cas d'obstruction" du processus électoral. La décision, qui concerne principalement les violences ayant fait une cin-

quantaine de morts les 19 et 20 septembre dans la capitale Kinshasa, a été prise par les 28 ministres des Affaires étrangères de l'UE, à l'occasion de leur réunion mensuelle à Bruxelles. Elle intervient au moment où des négociations de la dernière chance sont menées, sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), pour trouver un accord sur une transition politique jusqu'à l'élection du successeur du président. Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, ne donne aucun signe de vouloir en partir, alors que la Constitution lui interdit de se représenter. Le 20 décembre marque la fin de son mandat, mais l'élection présidentielle

n'aura pas lieu cette année comme initialement prévu, ce que l'opposition dénonce depuis des mois. L'UE, qui souhaite la tenue d'élections le plus tôt possible en 2017, a donc mis à exécution les menaces de sanctions formulées deux fois cette année, en mai et à la mi-octobre. Sont visés par un gel de leurs avoirs et une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union sept personnalités "qui occupent des positions de responsabilité dans la chaîne de commandement des forces de sécurité congolaises" et "ont fait un usage disproportionné de la force" contre des opposants au régime, a souligné dans un communiqué le Conseil de l'UE, qui représente les 28

pays membres. Un premier groupe est constitué d'Ilunga Kampete, Gabriel Amisi Kumba, Ferdinand Ilunga Luyoyo et Celestin Kanyama, "quatre membres de la garde républicaine, de l'armée ou de la police congolaise", auxquels sont imputées "de graves violations des droits de l'Homme" lors des manifestations d'opposants les 19 et 20 septembre. Viennent ensuite "trois hauts responsables et personnes d'influence faisant obstacle" à la tenue d'élections "notamment par des actes de violence, de répression" : John Numbi, Roger Kibelisa et Delphin Kaimibi. Les sept identités ont été publiées dès hier au JO de l'Union européenne, ce qui

signifie une entrée en vigueur immédiate des mesures restrictives.

• **Sanctions américaines contre deux membres du gouvernement.** L'administration américaine a prononcé hier des sanctions financières contre deux membres du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) accusés de museler l'opposition et de retarder les progrès politiques dans le pays, en recourant parfois à la violence. Ces sanctions visent le ministre de l'Intérieur Evariste Boshab et le chef de l'Agence nationale de renseignement (ANR), Kalev Mutondo, selon un communiqué du Trésor.

# Egypte/Au lendemain de l'attentat sanglant contre une église copte Les funérailles des 24 morts

AFP  
Le Caire/Egypte

LES Coptes d'Egypte célébraient hier les funérailles des 24 personnes tuées la veille dans un attentat à la bombe dans l'église Saint-Pierre et Saint-Paul du Caire, ont constaté des journalistes de l'AFP. Plusieurs centaines de fidèles se sont rassemblés dans l'église de la Vierge Marie, où les cercueils des victimes étaient alignés près de l'autel. Prenant la parole, le pape Tawadros II, chef de l'Eglise copte, a qualifié l'attentat de "coup dans le cœur de l'Egypte". "Nous sommes très

peinés" par la mort des fidèles "mais aussi par tout ce mal dépourvu de toute humanité", a-t-il déclaré, les larmes aux yeux. Le bilan de l'attentat est passé hier à 24 morts, a indiqué le ministère de la Santé égyptien, qui avait fait état d'un précédent bilan de 23 morts dimanche soir. Par ailleurs, selon le communiqué du ministère, 24 blessés avaient quitté les hôpitaux hier matin et 21 sont toujours hospitalisés. La plupart des victimes sont des femmes. L'explosion a eu lieu dimanche vers 10H00 (09H00 au Gabon) à l'intérieur de l'église, contiguë à la cathédrale copte Saint-Marc, siège du pape Tawadros II.



Photo : AFP  
L'émotion - symbolisée par les larmes du pape Tawadros II - était à son comble hier lors des funérailles des 24 victimes de l'attentat, dimanche, contre une église copte.

La communauté copte égyptienne n'avait pas connu d'attentat aussi meurtrier depuis l'attaque suicide qui avait fait plus d'une vingtaine de morts le 1er janvier 2011 à la sortie d'une église

à Alexandrie. Les Coptes d'Egypte constituent la communauté chrétienne la plus nombreuse du Moyen-Orient et l'une des plus anciennes. Cette importante minorité, qui a fait

l'objet de diverses attaques en Egypte, est faiblement représentée au gouvernement et s'estime tenue à l'écart de nombreux postes de la justice, des universités ou encore de la police.

• **Sissi annonce l'arrestation de quatre suspects.** Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a annoncé hier l'arrestation de quatre suspects (trois hommes et une femme) dans l'enquête sur l'attentat contre une église copte au Caire (24 morts) dimanche. M. Sissi, qui s'exprimait lors des funérailles des victimes, a également indiqué que l'auteur des faits était un kamikaze qui portait une ceinture d'explosifs.